



Contributions zappées, nombre de participants... : les couacs du grand débat

Selon plusieurs médias, il y aurait eu des dysfonctionnements. Cela n'entacherait pas les conclusions en raison de la volumétrie des documents de synthèse. **PAR LEPOINT.FR**

Le grand débat national va-t-il véritablement aider à résoudre la crise des Gilets jaunes ? La synthèse du dispositif a été présentée le 8 avril dernier par le gouvernement, et les documents en lien avec les contributions et les propositions déposées depuis le 15 janvier dernier ont été mis en ligne le lendemain. Problème : selon plusieurs médias, le compte n'y est pas.

Ainsi, [révélaient le site Les Jours le 10 avril dernier](#), il semblerait qu'en raison d'un manque de temps la moitié environ des contributions réalisées dans le cadre du grand débat n'auraient au final pas été traitées à temps pour la restitution de la synthèse du dispositif.

Une partie seulement des cahiers citoyens ainsi que des comptes rendus des réunions d'initiatives locales ou encore des lettres envoyées par les citoyens aurait été prise en compte, tandis que certaines contributions n'ont pas pu être numérisées à temps par la Bibliothèque nationale de France (BNF). Dans le rapport consacré aux contributions libres au grand débat national, il est inscrit que seules 5 058 d'entre elles sur les 16 874 qui ont été numérisées par la BNF ont été examinées, précise le journal.

Lire aussi Immigration, nucléaire, mariage pour tous... Ces sujets qui n'ont pas fait débat

Même son de cloche du côté [de Franceinfo](#). Selon le média, qui a étudié la [synthèse du cabinet Roland Berger](#), qui fait partie du consortium choisi par le gouvernement pour analyser l'ensemble des contributions libres au grand débat, seules les propositions numérisées jusqu'au 22 mars auraient pu être analysées pour tenir les délais impartis. Cela représenterait 54 % de l'ensemble des documents rassemblés, soit au total 24 183 contributions, peu importe leur forme, sur 44 975 propositions citoyennes reçues, précise Franceinfo. Le site indique qu'en prenant en compte le nombre actualisé de courriers, papiers et électroniques, le pourcentage tombe à 43 %.

De nombreux doublons

Par ailleurs, [révélaient Le Monde le 8 avril](#), certaines contributions au grand débat ne sont en réalité que de simples doublons. Le gouvernement avance le nombre de « 1 364 000 contributions aux questions fermées et 569 020 contributions aux propositions ouvertes ». Si le quotidien précise que, techniquement, les données sont exactes, il s'avère qu'en y

regardant de plus près des dysfonctionnements apparaissent. Car plusieurs contributeurs ont au final copié et collé des dizaines, voire des centaines, de fois leur proposition, quand d'autres textes comportent moins de dix mots et qu'enfin environ 50 % des contributions rédigées sont des champs vides ou des doublons.

Quant au nombre de participants, le gouvernement évoque, selon Franceinfo, 1,5 million de citoyens répartis de la façon suivante : un tiers en réunions locales, un tiers sur la plateforme internet du grand débat et le reste sur des supports tiers. Selon les déclarations, le 8 avril, de la secrétaire d'État à la Transition écologique, Emmanuelle Wargon, « environ 500 000 personnes se sont exprimées à travers les cahiers citoyens et à travers des courriers à la mission grand débat ».

Lire aussi Édouard Philippe aux députés : « Nous avons bousculé le pays »

Pour arriver à ce résultat, le cabinet de la secrétaire d'État indique s'être basé sur des cahiers citoyens de 25 pages chacun, pour un contributeur par page. En multipliant ces données par les 18 647 cahiers utilisés et en y ajoutant les 27 374 courriers et emails enregistrés, Emmanuelle Wargon arrive donc à 493 549 contributeurs. Mais le cabinet Roland Berger livre une différente estimation, indique Franceinfo : les cahiers citoyens comportent en réalité, en moyenne, 11 contributions seulement. Ce qui donne alors un nombre de participants bien inférieur à celui de la secrétaire d'État : 234 216.

Quid de la fiabilité de l'analyse ?

L'ensemble de ces informations remet-il alors en cause l'analyse et la synthèse du grand débat national ? Pas nécessairement, explique à Franceinfo un associé du cabinet Berger : « On considère que la volumétrie des documents traités assure la quasi-stabilité du référentiel de propositions obtenues. C'est-à-dire que la liste des propositions ne devrait pas bouger. » Reste que le gouvernement a promis « une analyse à la fois riche, plurielle, transparente et exhaustive »...

Publié le 12/04/19 à 13h35 | Source lepoint.fr